

Déclaration liminaire de la FSU 50  
au CDEN du 28 août 2023

C'est devenu une telle habitude que l'on finit par se demander s'il est utile et nécessaire de nommer un ministre de l'Education Nationale. Le dernier en date n'a même pas encore eu l'occasion de faire sa déclaration de rentrée que le Président s'exprime à sa place considérant que l'éducation est son « domaine réservé » ! C'est non seulement méprisant à l'égard du ministre fraîchement nommé, mais aussi envers toute la communauté éducative qui constate une nouvelle fois que son ministre est d'emblée placé sous tutelle. Il n'y a donc rien de nouveau à en espérer car il en est ainsi depuis le début du premier quinquennat.

Les attentes légitimes ne manquent pourtant pas (conditions de travail de tous les personnels et tout particulièrement les AESH qui sont précarisés.es, revalorisation salariale qui passe par une refonte de toute la grille et non pas par des primes...), mais le message envoyé pour complaire à un certain électorat très conservateur est encore une fois celui du « trop de vacances ». L'attractivité du métier est déjà bien en péril et avec ces propos mensongers et cette déconsidération, la situation n'ira qu'en s'aggravant.

De même, à quelques jours de la rentrée, prétendre que les difficultés des élèves peuvent être réglées en 10 jours avant la rentrée montre bien la méconnaissance du terrain et la grande démagogie dont fait preuve ce président. Non content de stigmatiser les élèves les plus faibles en leur imposant du travail supplémentaire pendant que leurs camarades seront en vacances, aux yeux de tous, il les rend aussi responsables de leur situation alors qu'à coup de suppressions de postes et de DHG en baisse, c'est l'exécutif qui a tout fait pour dégrader leurs conditions d'apprentissage avec des classes de plus en plus chargées et une quasi-impossibilité de travailler en petits groupes.

Par ailleurs, découvrir soudainement que mettre en place les examens de spécialité en mars met en péril la fin de l'année scolaire est tout simplement ahurissant puisque c'est ce même président qui a lui-même opposé une fin de non recevoir à toutes les demandes de la FSU de procéder à un report des épreuves en juin et à un retour à des épreuves terminales et anonymes. Car rappelons-le, tout cela n'était fait que pour alimenter la moulinette sélective et source d'inéquité qu'est Parcoursup que nous dénonçons depuis sa mise en place. Et voilà que nous apprenons hier soir par media interposé le report de ces épreuves au mois de juin ! Il aura fallu 4 ans pour que les personnels enseignants soient entendus, que de temps perdu ! Et nous, organisations syndicales représentatives des personnels, pendant tout ce temps, aurons été traitées de « preneurs d'otages » pour avoir appelé à la grève sur le sujet !

Alors, comment peut-on dire à ce point tout et son contraire quand il s'agit d'un enjeu aussi crucial que celui de l'Education Nationale ? Et que dire de l'enseignement de l'histoire avec un soi-disant retour à la chronologie pour remettre de l'ordre, maître-

mot du président qui revient dans quasiment chacun de ses discours ? Mais qui donc l'informe et le conseille ? Car c'est déjà ce qui se pratique, voire a même été renforcé dans les nouveaux programmes de la réforme du Bac Blanc. Méconnaître à ce point le travail des enseignant.es est inquiétant quand on veut faire la leçon à toute une nation. Et que dire aussi de l'instruction civique que le président remet une nouvelle fois sur le devant de la scène pour régler tous les problèmes sociétaux ? S'est-il simplement posé la question du travail en petits groupes nécessaire pour mener à bien une réflexion de fond avec de réels débats que les DHG en baisse ne permettent plus ?

Alors encore une fois nous sommes en colère car le président provoque par ses propos toute la profession, il ignore sciemment les vraies attentes des personnels de l'Education Nationale et avance à marche forcée à coup de missions supplémentaires via son pacte faustien qui ne correspond pas à la revalorisation des 10 % promise lors de sa campagne présidentielle . D'ailleurs, les enseignant.es n'adhèrent pas au Pacte et lui feront barrage. Le budget du Pacte doit servir à réellement revaloriser les personnels sans le conditionner à des tâches supplémentaires astreignantes et épuisantes.

La FSU poursuivra donc sa ferme opposition à cette politique éducative qui ne produit aucun effet positif car l'Education Nationale vaut bien mieux qu'un pacte, un SNU, un Parcoursup et des discours passéistes !